

Rapport d'activités 2010 Partie Sud (Afrique)

Le travail du comité

Les joies et les soucis du comité

Le travail du comité était toujours exigeant et intéressant. Le travail de projet est bien sûr toujours au centre de nos activités. Dans ce sens, nous avons pu mettre en marche plusieurs projets pour appuyer les activités d'agriculture au Mali et au Sénégal, ainsi que la suite du projet de lutte contre le VIH/Sida. En même temps, nous sommes actifs à Genève, dans le cadre de la Fédération genevoise de coopération (FGC) ou à d'autres occasions, pour renforcer la réflexion et les actions qui favorisent les paysans du monde, par notre participation à des actions, à des conférences et par nos informations. C'est un travail important et souvent, nous sentons nos possibilités en dessous des besoins et de nos ambitions.

Le travail de projet avec la FGC

Ces dernières années, Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud ont rencontré quelques difficultés dans leur collaboration avec la FGC. Il nous a semblé que la marge de manœuvre pour proposer des projets intéressants et originaux devenait de plus en plus serrée, les contrôles pendant et après le projet de plus en plus contraignants, les contrôles de plus en plus formels. Nous avons rédigé un papier à l'adresse de la FGC et d'autres associations membres de la FGC pour expliquer notre vision du travail de projet. La FGC a organisé plusieurs moments d'échange sur le travail de projet. Voici quelques questions sur lesquelles nous avons souhaité instaurer un dialogue :

La durée du projet. La FGC travaille avec des phases de projet de deux ans, renouvelables. Il est normal qu'on fournisse des rapports et des comptes, mais nous avons de la peine à rédiger les rapports finaux dans les délais prévus. En effet, les réalisations prennent souvent du retard, surtout chez les projets qui ont des structures de décision démocratiques et complexes, donc justement ceux qui déclenchent une dynamique de société intéressante avec leurs effets à long terme. A titre d'exemple : ce n'est qu'aujourd'hui, 20 ans après, qu'on s'aperçoit que les ouvrages de rétention d'eau



réalisés par les associations paysannes inter villageoises de développement au Mali dans les années 80 et financés à l'époque par nous sont réellement appropriés et valorisés par de petits producteurs individuels.

Ces nouveaux agriculteurs ne s'insèrent pas uniquement dans une forme d'agriculture familiale traditionnelle, mais développent également dans ce cadre de maîtrise de l'eau, des stratégies de substitution à la migration devenue impossible en dehors de la clandestinité.

Assemblée générale

Mercredi 29 juin 2011 à
19h00

à l'Arcade 84, rue Schaub 3,
à la Servette

Ordre du jour :

1. Rapports d'activités et financiers des comités Solidarité Nord et Sud
2. Décharges et élections des membres des deux comités Nord et Sud, approbation des comptes

Les impacts d'un projet sont donc difficilement mesurables à la fin d'une phase de deux ans.

Nos partenaires. Nous avons toujours privilégié un partenariat direct avec la base, en évitant de passer par des ONG; c'était un choix délibéré et formateur pour les organisations paysannes. Des ONG bien établies au Sud semblent pouvoir mieux répondre aux attentes formelles de la FGC que nos partenaires, les organisations paysannes et les communes. Toutefois, pour nous, il est important de travailler directement avec les vrais acteurs de la société sur place, même si leur expérience dans le développement, leur facilité de formuler un projet « pour les blancs » et leur capacité de gestion (de faire des rapports, de tenir une comptabilité) sont

moins bonnes. C'est justement une occasion pour eux de se renforcer dans ces domaines et de développer ainsi la société civile.

Audits et évaluations. Les audits et évaluations demandés par la FGC ne contribuent dans cette forme peu à améliorer la gestion des projets sur place, à rendre les décisions plus transparentes et à renforcer les connaissances des gestionnaires des projets en Afrique. Devant être réalisés par des cabinets agréés, plus habitués aux entreprises urbaines qu'aux associations paysannes, ils ne sont souvent pas compris par nos partenaires. En outre, le coût pratiqué par ces cabinets est exorbitant, facturé pratiquement aux tarifs du Nord.

La promotion de la souveraineté alimentaire

La préparation du 3^e Carrefour de la solidarité de la FGC

Début 2011 a eu lieu le 3e Carrefour de la solidarité de la FGC au Forum Meyrin. Nous nous sommes déjà fortement engagés lors du choix du thème et nous avons participé à sa préparation par la proposition de sujets de tables rondes et de films.

La souveraineté alimentaire dans les projets de développement

En lien avec le Carrefour, la FGC a initié une réflexion sur le rôle de la souveraineté alimentaire dans les projets. Derrière ce sujet se cachent des questions fondamentales sur les dynamiques déclenchées – ou empêchées – par les projets de développement : Qui décide quoi et comment dans les projets de développement ? Quel pouvoir par l'argent ? Les ONG sur place peuvent-elles se substituer aux organisations traditionnelles, aux syndicats paysans, à l'Etat ?

Le quotidien

L'exposition sur les paysans

L'intérêt pour notre exposition est toujours vif. Nous avons pu la montrer à des endroits et occasions bien différents :

Conférence Annemasse « Impensable disparition, l'indispensable paysan »	02 avril 2010
Collège Voltaire: Semaine de l'alimentation	du 3 au 7 mai 2010
1er août avec les paysans aux Bastions	1er août 2010
Food Focus: Films, conférences et dégustations à la Comédie de Genève	18 et 19 sept. 2010
Semaine à Cartigny: saveur et consommation locale	20 au 25 sept. 2010
Semaine de la solidarité internationale à Saint-Jean de Braye, près d'Orléans, France	Du 6 au 21 nov. 2010

Bulletins

Nous avons rédigé deux bulletins qui ont été diffusés en 500 exemplaires papier et 125 en message électronique.

Réunions

Le comité s'est rencontré dix fois.

Visites et missions

- Janvier : Mission de **Brigitte Studer**. Visite aux différents partenaires du projet Sida.
- Octobre : Mission de **Michaël Rodriguez** au Mali et au Sénégal. Comme lors de sa première visite, Michaël nous a ramené des reportages passionnants sur les associations partenaires. Certains de ses articles ont été publiés au Courrier. Nous en avons tiré des bulletins.
- Mars et juin : Visite de **Baganda Sakho**, président de la Communauté rurale de Koar au Sénégal. Il a participé à notre Assemblée générale avec sa vision du développement local.
- Avril : Visite de **Lamine Ba**, notre correspondant au Sénégal, notamment en charge du suivi de la recherche-action paysanne.
- Juin : Visite de **Harouna Samassa** : vice-directeur de CAMIDE à Kayes, fin connaisseur des projets dans la région de Kayes et au Sénégal. Il a fait souvent de l'appui à la gestion aux organisations paysannes.

Les projets en Afrique

Les Caisses Locales d'Épargne et de Crédit dans le département de Bakel (CLEC) Sénégal

Ce projet se développe au Sénégal sur l'ensemble de la zone d'intervention des Jardins de Cocagne.

Cette région est en particulier caractérisée par :

- des mouvements monétaires importants du fait de l'émigration,
- le développement d'activités économiques privées en particulier dans l'horticulture et les services,
- l'absence de systèmes bancaires que ce soit pour les dépôts ou l'accès au crédit, ce qui bloque le développement de ces activités économiques et entraîne indirectement la dégradation du milieu, les troupeaux constituant encore la principale source d'épargne des émigrés.

Le problème de l'épargne et du crédit a toujours constitué un réel frein au développement de la zone. Aussi, les structures partenaires se sont-elles lancées depuis 1998 dans un programme de mise en place de caisses locales d'épargne et de crédit.

En 2009, les Jardins de Cocagne ont appuyé un nouveau programme visant :

- la consolidation des 26 caisses primaires existantes par un appui conseil rapproché, par un renforcement des capacités des responsables par la formation de tous les intervenants dans les caisses et par la mise en place d'outils internes de contrôle,
- la structuration du réseau des caisses pour qu'il devienne capable d'aider les caisses de chaque zone à travers des services et des actions financières et sociales concrètes à se développer et s'affirmer.

Les principales activités développées en 2010 ont consisté :

- dans le renforcement des 26 caisses existantes. Début 2011, le réseau compte effectivement 1787 sociétaires dont 205 groupements (11.5%), 591 femmes (33%) et 991 hommes (55.5%). Le sociétariat du réseau s'est accru de l'ordre de 17,7% depuis juin 2009, soit 269 membres en valeur absolue. Le réseau n'a connu véritablement que 12 abandons depuis le mois d'août 2009. Le taux de pénétration n'a pas beaucoup évolué (environ 16%) car la population active a augmenté plus vite par rapport à l'accroissement du sociétariat dans le réseau. Le niveau d'épargne a également progressé, les dépôts à vue et les dépôts à terme augmentant de 20% sur les deux dernières années. 916 crédits ont été octroyés, pour un montant d'un million frs, et avec un taux de remboursement à terme de 97%,
- dans la mise en place d'une Union regroupant l'ensemble des caisses. Cette structure faïtière a été installée dans le cadre de la nouvelle législation régissant l'organisation et le fonctionnement des systèmes financiers décentralisés au Sénégal. Elle a pour objectifs d'appuyer les caisses dans leur fonctionnement, de drainer l'épargne des caisses excédentaires pour refinancer celles qui en ont besoin et de faire l'interface avec le système bancaire traditionnel. Cette Union fonctionne avec un seul Conseil d'Administration, un seul Conseil de surveillance et deux antennes de Comités de crédit (Un comité de crédit par zone, tous les deux rattachés au Conseil d'Administration). Fin décembre 2010, 15 caisses avaient adhéré à la nouvelle union avec des dépôts de 75 000 frs et des refinancements de 50 000 frs.

Programme de renforcement de la filière horticole dans le cadre de l'UPHORBAK (Union des Producteurs Horticoles du département de Bakel), Sénégal

L'horticulture constitue dans la région des Trois Frontières, et plus particulièrement dans le département de Bakel, une activité en plein développement dans laquelle coexistent un maraîchage familial, essentiellement féminin et une production plus intensive avec des objectifs économiques affirmés.

Active depuis 1998, l'Union des Producteurs Horticoles de Bakel (UPHORBAK) regroupe 315 unités de production et mène des actions visant :

- le renforcement des aptitudes professionnelles des producteurs de la filière,
- l'organisation de l'approvisionnement collectif en intrants et en équipements,

- l'organisation de la filière, l'étalement des productions et de leur commercialisation,
- la création d'un cadre de concertation entre producteurs, négociants et autorités de tutelle.

Au terme du programme de deux années, réalisé avec l'appui des Jardins de Cocagne, l'UPHORBAK a atteint la plupart des objectifs initialement fixés :

- L'approvisionnement en intrants (semences, engrais, produits de traitement) fonctionne dans le cadre de la convention signée avec la Banque CNCAS de Tambacounda. En 2010 plus de 40 000 frs d'approvisionnements groupés ont été réalisés qui permettent un accès facile aux moyens de production.

- Les crédits pour acquérir ou renouveler les équipements (moyens d'exhaure, de clôture, aménagements de surface sommaires de périmètre) sont en train de se mettre en place.
- Dans ce cadre l'Union a signé une convention avec la Banque CNCAS de Tambacounda pour une valeur de crédit à long terme de 16'000'000 FCFA (32'000 CHF) à un taux d'intérêt préférentiel de 7% l'an. Ces crédits à long terme sont destinés au renouvellement des groupes motopompes et à l'acquisition de grillages et de pièces détachées.
- L'Union a mis en place un programme de production de semences d'oignon et de piment au niveau de deux sites. Formation et suivi ont permis d'obtenir des semences de qualité adaptées au territoire.
- Le suivi des producteurs et l'organisation de la commercialisation de leurs produits permet une meilleure valeur ajoutée locale. Pour cela l'Union a mis en place des magasins de stockage dans chaque zone et facilite l'accès au crédit pour éviter au producteur de devoir brader sa production pour

le remboursement de son crédit de campagne à une période de prix de vente faible. Dans le cadre de l'APOV (Association des Producteurs d'Oignon de la Vallée du Fleuve du Sénégal), UPHORBAK participe aux actions de lobbying visant à ce que cet effort de l'Union soit soutenu par celui de l'Etat sénégalais qui est tenu de réguler les importations, fixer les prix qui profitent au producteur, mettre à disposition des intrants à temps et inciter les institutions financières à faciliter le financement de la production de l'oignon.

Le programme réalisé avec l'appui des Jardins de Cocagne s'est terminé en avril 2010. Depuis, UPHORBAK fonctionne de manière autonome et une demande qui sera présentée à la fin du compte rendu a été faite auprès de la FGC pour l'acquisition de matériel agricole (tracteur et matériel de travail du sol) qui va permettre d'accroître les surfaces cultivées et d'améliorer les rendements.

Programme du cadre de concertation de la commune de Koussané, Mali

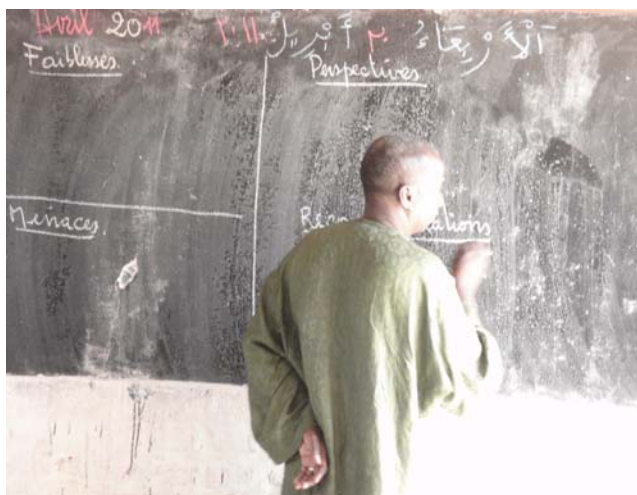
Le programme 2007-2009 est terminé, un nouveau programme sera présenté à la FGC en 2011. Au cours de l'année 2010, le cadre de concertation a poursuivi ses activités, le FDL étant abondé par les reliquats du programme des Jardins de Cocagne et par deux collectivités locales françaises. Les principales réalisations concernent l'école.

Le nouveau programme devrait donner la priorité à la production, qu'elle soit agricole ou artisanale.



Lutte contre le VIH/Sida dans la région du bassin du fleuve Sénégal

Plusieurs facteurs rendent cette région de 54'000 km² et 746'000 habitants vulnérables au VIH/Sida : des structures de santé insuffisantes, un faible taux d'alphabétisation, des villages très isolés, une forte migration vers l'Europe et d'autres pays d'Afrique, et le fait que ce soit un carrefour pour les nomades



transhumants, les commerçants, les transporteurs et les ouvriers dans les zones d'extraction minière. Brigitte Studer, membre du Comité, s'est rendu pour la troisième fois dans la région en janvier 2010 et a été convaincue par le travail des différents partenaires, en particulier leur dynamisme et leur esprit d'initiative. Le Comité a proposé une nouvelle phase de deux ans de ce projet à la FGC, qui l'a approuvée en été 2010. Les partenaires sont l'Association Clinique Counselling de Tambacounda et le Comité de Bakel au Sénégal, ADIG en Mauritanie et une nouvelle interlocutrice à Kayes au Mali : l'Association Ladoo. Une fois par année, ils se rencontrent pour partager leurs expériences, se former et envisager de nouvelles orientations.

Les partenaires mènent des actions de sensibilisation et de prévention par rapport au VIH/Sida, accompagnent des personnes affectées par la maladie et luttent contre les tabous et les discriminations. Les moyens sont très divers : causeries, pièces de théâtre, journées spéciales, émissions de radio, etc. Dans la nouvelle phase l'accent est mis sur la transmission mère-enfant, l'encouragement au dépistage anonyme, l'accès aux traitements antirétroviraux et des

stratégies pour atteindre des groupes spécifiques, tels les jeunes filles employées comme domestiques et les travailleuses du sexe. Ladoo, le nouveau partenaire malien, propose une méthode de prévention interactive en groupe visant surtout les femmes -

victimes de pauvreté, de mariages forcés et de manque de pouvoir - ainsi que leurs enfants.

Ce projet participe à la mobilisation de la société civile dans la région.

PROGRAMMES EN PRÉPARATION

L'année 2010 aura été pour plusieurs structures partenaires une année de transition, plusieurs programmes étant en préparation pour être présentés à la FGC début 2011.

Programme de développement local des Communautés rurales de Koar et de Goumbayel (Sénégal)

Suite à des découpages administratifs, l'ancienne Communauté rurale de Kothiarly au Sénégal (partenaire de longue date des Jardins de Cocagne) a été partagée entre plusieurs communautés rurales. Les responsables de celles de Koar et de Goumbayel ont choisi d'expérimenter l'intercommunauté et de construire ensemble un programme de développement local où la société civile gère un fonds de développement local au service des producteurs et des associations de la base.

Ce programme a été proposé en 2010 à la FGC mais la commission technique a donné un préavis défavorable.

Une nouvelle formalisation du projet a été élaborée en 2011 qui a fait l'objet d'un débat entre la FGC et les Jardins de Cocagne avec la participation du président d'une des communautés rurales. Entre temps, le projet a été accepté par la FGC.

UPHORBAK : Mise en place d'une unité de gestion d'un tracteur

Le projet vise à l'acquisition d'un tracteur et du matériel nécessaire au travail du sol (offset, billonnage, labour) pour un montant prévu de 76'667 CHF. Ce tracteur fonctionnera sous forme de prestations de service auprès des membres avec un double objectif :

- de développer la production horticole par de meilleurs travaux du sol et l'extension rendue possible des surfaces cultivées,
- de faciliter le travail dans les zones enclavées par l'aménagement de pistes d'accès et le transport des produits,
- de renforcement de l'autonomie financière de l'Union en vue de pérenniser son fonctionnement et d'augmenter le fonds de garantie.

Les dotations annuelles d'amortissement et de provisions, qui permettront de prendre en charge les grosses réparations ultérieures et le remplacement de l'outil lorsqu'il sera amorti, seront logées dans un compte à terme ouvert dans une Caisse Locale d'Épargne et de Crédit.

Le budget total du programme est de 86'947 CHF comprenant l'acquisition des machines, le financement d'un fonds de roulement (6'413 CHF) pour assurer le démarrage des prestations, la formation des membres du comité de gestion (1'200 CHF) et un fonds pour l'aménagement du local de l'Union (2'667 CHF).

Association des Planteurs et Maraîchers de MARENA

L'Association des Planteurs et Maraîchers de Maréna (APM) regroupe plus de 1500 paysans pratiquant le maraîchage le long de la rivière Kolimbiné au Nord de Kayes au Mali.

Dans les années 1990, sur l'initiative d'une association déjà partenaires des Jardins de Cocagne, les paysans ont commencé à cultiver des légumes, après l'hivernage, le long de la rivière. L'activité se résume alors à l'entretien de quelques parcelles de fruitiers et de petites parcelles de légumes (oignon échalote, aubergine africaine, patate douce, feuilles de niébé, rarement la tomate et les laitues) principalement mises en culture par des femmes et qui voient la campagne s'arrêter au plus tard quatre mois après les pluies du fait du tarissement des eaux de la rivière Kolimbiné.



La rivière Kolombiné à la fin de l'hivernage

Pour essayer de prolonger la saison de culture, les producteurs vont alors remettre en valeur une ancienne technique fondée sur l'érection d'un barrage fait de piquets de bois et de branchages, renforcés à la base par des grosses pierres. Ce barrage rudimentaire freine l'eau et crée ainsi de petites retenues en amont. Le retardement de l'écoulement ainsi provoqué permet un allongement relatif de l'activité maraîchère (en amont et en aval aussi car on laisse échapper un léger filet d'eau) et un bouclage du cycle de certaines cultures. Cette pratique est répétée chaque année, maintenant l'eau jusqu'au mois de février.

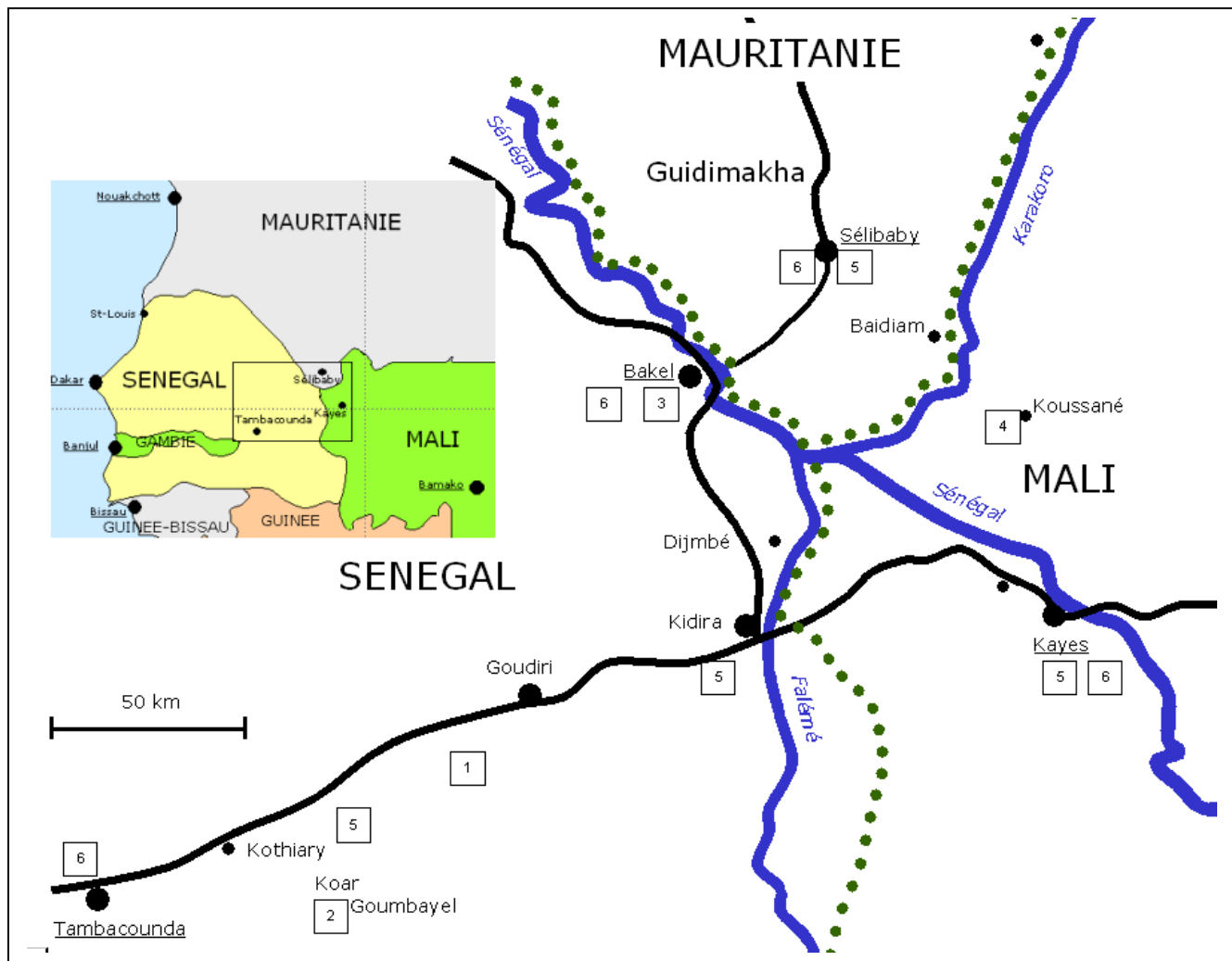


Jardin à Maréna

Avec ces partenaires, l'APM a réfléchi la mise en place d'un projet permettant de lever deux des contraintes majeures à savoir la disparition trop rapide de l'eau dans le lit de la rivière et la faible compétence des producteurs.

Un projet a été déposé à la FGC, l'APM envisageant d'aménager un microbarrage qui retiendra l'eau et permettra de sécuriser les productions sur près de 12 km. Pour ce faire il sera fait appel aux techniciens de Kayes mais avant tout à la population des 3 villages qui va se mobiliser pour transporter les pierres, le sable et le gravier puis maçonner ce long mur de 4 mètres d'épaisseur et de 150 mètres de long. Ce projet devrait voir le jour en 2011





Les organisations paysannes et communes partenaires des Jardins de Cocagne:

- 1) CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal
- 2) Communes de Koar et de Goumbayel, Fonds de développement local
- 3) UPHORBAK (Union des horticulteurs de département de Bakel)
- 4) Commune de Koussané, Fonds de développement local
- 5) Recherche-action Kothariy, Kidira, Kayes, Sélébaby
- 6) Projet de lutte contre le Sida entre Tambacounda, Bakel, Kayes et Sélébaby

Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud,
 cp 245, CH-1233 Bernex
SoliSud@Cocagne.ch - www.Cocagne.ch
 CCP: 30-175347-2, Les Jardins de Cocagne -
 Solidarité Nord et Sud, Dons

Membre de
 la Fédération
 genevoise de
 coopération
 (FGC)

